



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 26-29 novembre 2018

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 19 octobre 2018	WFP/EB.2/2018/8-E/1
Original: anglais	Questions opérationnelles
	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions des plans stratégiques de pays et des plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO entre le 1er janvier et le 30 juin 2018

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'est engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant les plans stratégiques de pays (PSP) et les plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvés par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, y compris les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications s'appliquent aux cas suivants²:
 - a) révision des opérations d'urgence limitées ou révision liée à une situation d'urgence concernant un PSP, un PSPP ou un plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T), avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO lorsque l'augmentation budgétaire correspondante est supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105-112.

² Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2), par. vi), et *ibid.*, annexe II.

Coordonnateurs responsables:

Mme J. Luma
Directrice
Bureau du Directeur exécutif adjoint
tél.: 066513-2923

M. R. Saravanamuttu
Conseiller principal pour les programmes
Unité d'appui à la gestion des opérations
tél.: 066513-2649

- b) révision à la hausse d'un ou plusieurs effets directs stratégiques d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T, associés aux domaines d'action privilégiés "renforcement de la résilience" ou "causes profondes", à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil ou, en l'absence d'un tel montant pour les PSPP-T, du montant initial approuvé par le Directeur exécutif, ou de 150 millions de dollars;
 - c) révision des composantes non liées à une situation d'urgence intégrées dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
 - d) révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - e) ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par un pays hôte, dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil d'administration approuve ledit effet direct stratégique; et
 - f) révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport concerne les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, des PSPP et des PSPP-T, approuvées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2018, comme récapitulé ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, neuf révisions ont été approuvées. L'une d'entre elles a été approuvée sous l'autorité du Directeur exécutif et du Directeur général de la FAO, quatre sous l'autorité du Directeur exécutif, une par un directeur régional en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Directeur exécutif, et trois par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Le coût total de ces révisions pour le PAM s'est élevé à 372 millions de dollars.

Révision et augmentation budgétaire approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO

5. **La troisième révision du PSP pour le Bangladesh (2017-2020)** vise à atténuer les répercussions de l'instabilité qui perdure dans le nord de l'État de Rakhine au Myanmar et qui a entraîné une augmentation de l'afflux de réfugiés à Cox's Bazar au Bangladesh. Le pays accueille actuellement environ 1 million de personnes cherchant refuge pour échapper aux vagues de violence qui se succèdent au Myanmar. Il s'agit notamment de réfugiés enregistrés comme tels, de ressortissants du Myanmar sans papiers et de 700 000 nouveaux arrivants depuis la recrudescence des hostilités dans le nord de l'État de Rakhine en août 2017. Sur la base des constatations d'une évaluation de la vulnérabilité dans le contexte de la situation d'urgence créée par ces flux de réfugiés, la présente révision prévoit une amplification des distributions générales de vivres afin que l'on puisse répondre aux besoins d'un plus grand nombre de réfugiés et prolonger au-delà de la date prévue la période de transition entre ce type de distribution et un programme de bons électroniques. Plus précisément, la révision vise à reporter la clôture du programme de repas scolaires mené au titre de l'activité 4 de l'effet direct stratégique 1, de juillet 2018 à décembre 2019; à compléter l'activité 11 relevant de l'effet direct stratégique 4 afin d'y ajouter le renforcement des capacités du module des télécommunications d'urgence à Dacca; et à mettre en place l'activité 14 en vue d'élargir la portée de l'effet direct stratégique 5 et de déployer des experts en logistique et en ingénierie avant la saison de la mousson. La révision conduit prévoit d'aider 276 300 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 3 267 100 et le coût total à 189 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif

6. **La deuxième révision du PSPP pour la République centrafricaine (2018–2020)** constitue une réponse face à la détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition résultant d'une flambée de violence dans les provinces du centre, de l'est et du nord-ouest de la République centrafricaine. Cette crise a entraîné le déplacement de 700 000 personnes, et l'afflux de personnes déplacées à l'intérieur du pays continue d'exercer des pressions supplémentaires sur les communautés d'accueil, qui pâtissent déjà d'une érosion considérable de leurs moyens d'existence. Une évaluation de la sécurité alimentaire conduite au niveau national en décembre 2017 a fait ressortir que 45 pour cent de la population se trouvait en situation d'insécurité alimentaire, et que 68 pour cent des ménages déplacés et 39 pour cent des ménages des communautés d'accueil avaient une consommation alimentaire insuffisante ou limite. Pour répondre aux besoins immédiats des populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones touchées par des conflits, la présente révision prévoit d'élargir l'activité 1 de manière à intensifier les activités de distribution générale de vivres et d'appui à la nutrition en faveur des réfugiés, des personnes déplacées, des rapatriés et des communautés frappées par des crises, au titre de l'effet direct stratégique 1; et d'élargir la portée de l'activité 3 relevant de l'effet direct stratégique 2 afin de renforcer l'aide fournie aux enfants âgés de 6 à 23 mois dans le cadre d'une supplémentation alimentaire généralisée. La révision permet également de mettre en place une nouvelle activité 12 au titre de l'effet direct stratégique 5, qui vise à faciliter la fourniture de services logistiques aux programmes du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La révision prévoit d'aider 373 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total révisé des bénéficiaires de l'opération à 1 660 082, pour un coût total de 47 millions de dollars.
7. **La première révision du PSPP-T pour le Burkina Faso (2018)** vise à répondre aux besoins immédiats des populations touchées par des déficits pluviométriques et des invasions de chenilles processionnaires qui ont eu des effets néfastes sur la production agricole dans cinq des treize régions du pays. Les premières évaluations conduites par les pouvoirs publics dans les zones touchées font apparaître un déficit de 447 000 tonnes de céréales, soit 12 pour cent de la quantité nécessaire pour nourrir la population. La détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire a fait qu'environ 2,5 millions de personnes se sont retrouvées en phase 2 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et que 742 000 autres se sont retrouvées en phase 3 ou 4. Conformément au plan national d'intervention de 2018, la présente révision a pour but de renforcer l'activité 2 grâce à l'intégration de distributions de vivres et d'une aide nutritionnelle spécialisée pendant la saison de soudure, au titre de l'effet direct stratégique 1. En raison de leurs besoins nutritionnels spécifiques, les enfants âgés de 6 à 23 mois et les femmes enceintes et les mères allaitantes bénéficieront d'activités de prévention et de traitement de la malnutrition. Des transferts de type monétaire viendront s'ajouter à l'assistance apportée durant la période de soudure, dans les zones prioritaires où les marchés fonctionnent. La révision prévoit d'aider 715 683 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 081 915, pour un coût total de 42 millions de dollars.

8. **La première révision du PSPP-T pour le Mali (2018)** se rapporte à la fourniture d'une assistance d'urgence aux populations touchées par la sécheresse qui résident dans huit régions du pays, à savoir Kayes, Koulikoro, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka et Taoudeni. L'irrégularité des précipitations a entraîné de mauvaises récoltes, une détérioration des pâturages et une baisse du niveau des eaux de surface, ce qui a favorisé l'insécurité alimentaire parmi les ménages pastoraux et agropastoraux. Le cadre harmonisé de mars 2018 a indiqué que, pendant la saison de soudure agropastorale (de juin à septembre), quelque 932 000 personnes se trouveraient en situation de crise ou d'urgence et auraient besoin d'une assistance humanitaire rapide. En outre, une enquête nationale sur la nutrition conduite en août 2017 a fait apparaître des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs à 14 pour cent dans quatre régions sur onze. Dans le but de fournir un appui crucial durant la saison de soudure, la présente révision permet de renforcer les activités 1 et 2 relevant de l'effet direct stratégique 1, de manière à accroître le nombre de personnes bénéficiant de transferts de vivres et de transferts monétaires non assortis de conditions, et elle permet d'élargir la portée géographique du programme de supplémentation alimentaire généralisée en faveur des enfants âgés de 6 à 23 mois et des femmes enceintes et des mères allaitantes. La révision prévoit d'aider 454 434 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total révisé des bénéficiaires à 1 518 898, pour un coût total de 40 millions de dollars.
9. **La deuxième révision du PSPP-T pour la Mauritanie (2018)** constitue une réponse face à la survenue de graves épisodes de sécheresse touchant les communautés agropastorales des régions du centre, du sud et de l'est du pays. L'irrégularité des précipitations pendant la saison des pluies de 2017 a entraîné une dessiccation des pâturages, une transhumance prématurée et une baisse de la production agricole, ce qui a entraîné une détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les projections pour 2018 laissent penser que la saison de soudure commencera plus tôt et sera plus rigoureuse. Le cadre harmonisé de novembre 2017 a indiqué que quelque 379 000 personnes se trouvaient en situation d'urgence ou de crise, et une enquête nationale sur la nutrition a fait apparaître que 21 des 52 départements avaient dépassé les seuils d'urgence en matière de malnutrition. Face aux épisodes de sécheresse et afin d'atténuer les répercussions de la saison de soudure, la présente révision vise à amplifier l'assistance grâce à la mise en place de l'activité 9 au titre de l'effet direct stratégique 2, qui met l'accent sur les transferts de vivres et les transferts de type monétaire non assortis de conditions, associés à des activités de prévention de la malnutrition des enfants âgés de 6 à 23 mois et de traitement de la malnutrition aiguë modérée dans les zones prioritaires. La révision prévoit d'aider 224 500 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total révisé des bénéficiaires de l'opération à 513 200, pour un coût total de 22 millions de dollars.

Révision approuvée par un directeur régional en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués

10. **La deuxième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017-2021)** permet de répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables confrontées à des pénuries alimentaires saisonnières pendant la période de soudure à la suite d'une sécheresse prolongée. La campagne agricole 2017-2018 a été marquée par de faibles précipitations, des épisodes de sécheresse prolongée et la prolifération de chenilles processionnaires envahissantes. Selon les estimations de la FAO, environ 60 pour cent de la première récolte a déjà été perdue et les répercussions se feront pleinement sentir au cours de la campagne agricole 2018-2019, qui commence en octobre 2018. Le PAM prévoit que le nombre de personnes qui auront besoin d'une assistance au cours du dernier trimestre de 2018 passera du chiffre prévisionnel actuel de 260 000 personnes à environ 600 000 personnes. La présente révision vise à amplifier l'assistance apportée par le PAM pendant la période de soudure au titre de

l'activité 1 de l'effet direct stratégique 1, avec la mise en place de transferts de vivres en faveur des populations vulnérables, d'octobre à décembre 2018; et à ajuster l'activité 10 relevant de l'effet direct stratégique 5, de manière à assurer des transferts directs en faveur des bénéficiaires pour qu'ils puissent payer les primes des dispositifs d'assurance fondés sur des indices météorologiques. La révision prévoit d'aider 290 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total de bénéficiaires à 1 270 250, pour un coût total de 18 millions de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

11. **La deuxième révision du PSPP-T pour la Zambie (2018-2019)** permet de faire face au nombre croissant de réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo qui affluent dans la province zambienne de Luapula depuis août 2017. Les populations touchées fuient les affrontements entre les forces de sécurité congolaises et les groupes de milices locales dans les provinces du Haut-Katanga et du Tanganyika. Les réfugiés résidant dans le district Nchelenge de Luapula ont un accès insuffisant à des aliments nutritifs et l'insécurité alimentaire progresse. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, quelque 15 000 réfugiés étaient arrivés en Zambie au 1^{er} mars 2018, et 37 000 autres étaient attendus d'ici à décembre 2018. La présente révision permet d'introduire l'effet direct stratégique 5, au titre duquel les activités 7 et 8 visent à aider les pouvoirs publics à satisfaire les besoins essentiels des réfugiés congolais en matière d'alimentation et de nutrition. Les modalités d'assistance comprennent des transferts de vivres en faveur des réfugiés et la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Globalement, la révision prévoit d'aider 52 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total révisé des bénéficiaires de l'opération à 265 335, pour un coût total de 8 millions de dollars.
12. **La deuxième révision du PSP pour le Mozambique (2017-2021)** se rapporte à la fourniture d'une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations touchées par la sécheresse et souffrant de malnutrition dans les districts prioritaires des provinces de Cabo Delgado, Manica, Tete et Zambézia dans le nord du pays. Une évaluation rapide de la nutrition appuyée par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a fait apparaître que la province de Cabo Delgado était celle qui présentait la prévalence de la malnutrition aiguë sévère chez l'enfant la plus élevée du pays. Les districts de Namuno, Chiúre et Ancuabe ont également été mentionnés comme enregistrant des niveaux critiques en matière de malnutrition. Certains facteurs aggravants, notamment l'accès limité à l'eau potable, aux systèmes d'assainissement et aux services de santé, ont contribué à aggraver le risque de malnutrition aiguë chez les femmes et plus particulièrement chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. Dans le cadre des efforts déployés actuellement au titre de l'effet direct stratégique 2 afin de répondre aux besoins immédiats des populations touchées par des chocs, la présente révision vise à accroître le nombre de bénéficiaires de l'activité 3 et à prolonger celle-ci jusqu'à la fin de l'année 2020 pour fournir un appui alimentaire et nutritionnel vital aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. La révision permet également de renforcer l'activité 6 relevant de l'effet direct stratégique 5, afin d'intégrer une nouvelle contribution du secteur privé dont l'objectif est d'aider les petits exploitants à réduire les pertes après récolte et de renforcer les liens avec les écoles. La révision prévoit d'aider 55 280 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre total des bénéficiaires à 987 566, pour un coût total de 5 millions de dollars.

13. **La deuxième révision du PSPP-T pour la République démocratique du Congo (2018-2020)** permet d'ajuster les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 5 pour appuyer les efforts plus importants déployés par la communauté d'aide humanitaire face aux déplacements généralisés et à la perte de moyens d'existence provoqués par une aggravation de l'instabilité dans la région du Kasaï. Les indications publiées par le PAM en mars 2018 préconisent de présenter comme des activités autonomes les activités de prestation de services demandées par un processus interinstitutions autorisé et de fusionner en une seule activité les services fournis à la demande aux organisations pertinentes. À l'appui de l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire, la révision prévoit d'apporter des ajustements à l'activité 10 de manière à ce qu'elle couvre uniquement les services de coordination du module de la logistique; de mettre en place l'activité 12 pour appuyer la fourniture des services liés à la chaîne d'approvisionnement; et de mettre en place l'activité 13 pour soutenir les services du module des télécommunications d'urgence. Le coût total de la révision s'élève à 1 million de dollars.

ANNEXE

PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2018					
Pays	Titre	Domaine d'action privilégié concerné par la révision	Budget approuvé	Montant de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révision et augmentation budgétaire approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO					
Bangladesh	Plan stratégique de pays (2017–2020)	Intervention face à une crise et renforcement de la résilience/causes profondes	342 443 694	188 550 905	530 994 600
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
République centrafricaine	Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	287 449 863	47 416 412	334 866 275
Burkina Faso	Plan stratégique de pays provisoire de transition 2018	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	25 442 752	41 520 530	66 963 282
Mali	Plan stratégique de pays provisoire de transition 2018	Intervention face à une crise	86 920 789	39 880 444	126 801 233
Mauritanie	Plan stratégique de pays provisoire de transition 2018	Intervention face à une crise	37 742 470	21 869 847	59 612 318
Révision approuvée par un directeur régional					
Zimbabwe	Plan stratégique de pays (2017–2021)	Intervention face à une crise/causes profondes	254 343 877	17 937 496	272 281 372
Révisions approuvées par des directeurs de pays					
Zambie	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Intervention face à une crise	14 499 950	8 495 532	22 995 482
Mozambique	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise/causes profondes	167 044 027	5 445 606	172 489 632
République démocratique du Congo	Plan stratégique de pays provisoire (2018–2020)	Intervention face à une crise	719 269 751	1 309 023	720 578 774
Coût total des révisions pour le PAM			372 425 795		

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition